



EXPRESSO

# Grand oral du bac, petits brouillons

**Épreuve à repasser, absence de jury, manque d'examineurs : l'épreuve ne se passe pas comme prévu pour certains élèves. Si certains syndicats déplorent des problèmes d'organisation, le ministère assure que ceux-ci restent marginaux.**

Par

**ELIA DUCOULOMBIER**  
et **MARLÈNE THOMAS**

**C**amille (1), en terminale STMG, l'assure : son grand oral s'est bien déroulé. Pourtant, elle fait partie de ces élèves qui vont devoir le repasser. Lundi 20 juin, quand elle s'est présentée dans un lycée du Val-de-Marne, un seul examinateur l'attendait, au lieu des deux attendus. Deux jours plus tard, elle est reconvoquée pour le 28 juin. «*J'étais dans l'incompréhension totale. Mon prof de spécialité m'a dit que c'est parce que je n'avais eu qu'un seul membre de jury. J'ai trouvé ça injuste.*» La voilà obligée de plancher à nouveau. «*Ce que je redoute le plus, c'est de ne pas faire aussi bien que le premier, que*

*les questions soient plus difficiles ou le jury plus dur*», s'inquiète la jeune femme. Sollicité, le ministère de l'Éducation nationale affirme que cette situation a pu arriver «*dans quelques rares cas*», mais qu'un «*rappel a été fait en quelques heures et la situation ne s'est pas reproduite*». A voir.

Certains élèves n'ont même pas eu la chance de voir un examinateur. En Seine-Saint-Denis, un lycéen, convoqué le 20 juin, a été renvoyé chez lui moins de deux heures plus tard. Le jury ne s'était pas présenté. «*Il s'était préparé assidûment, témoigne sa mère. C'est une situation déstabilisante pour nos enfants. Le lycée nous a dit que 24 élèves étaient concernés mais personne ne nous a contactés pour nous informer ou nous rassurer, on ne savait même pas quand ils seraient reconvoqués.*» Si leur oral n'a pas été annulé, d'autres lycéens n'ont pas pu le passer dans les conditions normales de l'examen. «*En raison d'erreurs de convocation, des professeurs d'établissements privés ont pu faire passer leurs propres élèves*», observe Audrey Chanonat, secrétaire nationale pédagogie du SNPDEN, le syndicat national des personnels de direction. Certains élèves ont également été évalués par des

examineurs dont aucun n'enseignait leur spécialité.

**Disparités.** Du 20 juin au 1<sup>er</sup> juillet, un peu plus de 540 000 candidats doivent passer le grand oral, nouveauté du bac Blanquer mis en place en 2019 et chamboulé par deux années de Covid. Cette épreuve, qui consiste à interroger les élèves sur des questions préparées en amont

en lien avec leurs spécialités et sur leur orientation post-bac, avait lieu pour la première fois l'année dernière. Déjà, l'organisation avait été chaotique : jurys absents, convocations de dernière minute, manque de professeurs de spécialité. «*On se disait que c'était normal parce que c'était la première fois, se rappelle Lucie (1), enseignante en anglais dans les Yvelines et examinatrice du grand oral. Mais on pensait que ce serait réglé.*»

Les retours de chefs d'établissements font état de disparités territoriales. A Lille, «*moins de couacs d'organisation*» ont été relevés cette année et les «*quelques absences ont pu être facilement remplacées*», salue Florence Delannoy, proviseure au lycée Montebello. Secrétaire académique du SNPDEN Créteil, Sébastien Volpoet est lui formel : «*C'est mal organisé, pire*

*que l'année dernière.*» Audrey Chanonat dresse, elle, un bilan plus contrasté. «*Il semble que ça a été globalement mieux que l'an dernier mais nous avons en effet eu des remontées d'absence de jurys*», déroule-t-elle. Elle ajoute : «*Certains établissements ont pu pallier ces difficultés avec des enseignants du lycée mais parfois ça n'a pas été possible.*» Des «*bugs académiques*» qu'elle est dans l'impossibilité de chiffrer. La structure même de cette nouvelle épreuve – avec un jury dit naïf et un autre devant obligatoirement enseigner dans l'une des deux spécialités de l'élève – complexifie, selon elle, ces remplacements.

Le ministère de l'Éducation nationale assure que «*dans la quasi-totalité des cas, [les épreuves] se sont déroulées sans aucune difficulté*». Même mot d'ordre du côté du Siec (Service interacadémique des examens et concours dans les académies de Créteil, Paris et Versailles), qui reconnaît qu'«*il arrive à la marge que le nombre de professeurs absents en dernière minute soit supérieur au nombre de professeurs de réserve*» pouvant engendrer une attente, voire un report exceptionnel. Aux absences imprévisibles s'en ajoutent d'autres, plus évitables. Certains enseignants ont été sol-



licités à la fois pour évaluer le grand oral et pour des oraux de concours comme le Capet (Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique). «Des bugs liés au fait que ce ne sont pas les mêmes services qui organisent les différentes convocations», analyse Audrey Chanonat.

Samy, professeur de SES dans l'académie de Créteil, avait pris les devants. «En tant que prof de spé, j'avais préparé mes élèves à ce que ça ne se passe pas comme prévu.» Les conséquences pour les candidats ne sont pas à balayer. «Tous les élèves ne sont pas bien armés pour gérer des dysfonctionnements de dernière minute. Pour ceux qui ne savent pas bien rebondir, au moindre grain de sable, ça peut jouer très fort», s'alarme l'enseignant.

Lucie, professeure d'anglais, a été sollicitée le lundi pour le lendemain 8 heures: «Je remplaçais une prof prévenue elle-même au dernier moment et qui ne pouvait pas annuler un rendez-vous médical pris de longue date.»

«**Délais**». Une organisation bancal que le ministère, là aussi, conteste. «Toutes les convocations ont été envoyées dans les délais», écrivent-ils, rappelant que les remplaçants peuvent être «convocés au fil de l'eau». Sébastien Volpoet s'agace que son travail mené auprès du Siec n'ait pas porté ses fruits: «Au moins un professeur de réserve par spécialité doit être sollicité par centre d'examen. Dans la réalité, on s'est aperçu que certains n'avaient personne en réserve sur cer-

taines matières.» L'Education nationale concède que «selon les disciplines, il peut être plus difficile d'intervenir, notamment lorsqu'il s'agit [de spécialités] pour lesquelles il y a peu d'enseignants sur tout le territoire de l'académie». Le Siec avance pour l'Ile-de-France le chiffre de «8000 enseignants convoqués dont environ 1200 sur les commissions de réserve». Une marge visiblement insuffisante pour ne laisser aucun élève sur le carreau. ◆

(1) Les prénoms ont été changés.

## «A Lille moins de couacs d'organisation ont été relevés cette année.»

Florence Delannoy  
provisoire au lycée  
Montebello

### L'HISTOIRE DU JOUR





A Créteil (Val-de-Marne) en 2021, au lycée Edouard-Branly. PHOTO ALBERT FACELLY

